

Secteurs stratégiques | **Société et culture**

Migrations rurales : l'agriculture et le développement inclusif au service de la résilience en Méditerranée

Cosimo Lacirignola

Secrétaire général

Centre international de Hautes Études agronomiques méditerranéennes (CIEHAM), Paris

Comme l'a affirmé l'ancien haut-commissaire pour les réfugiés aux Nations unies, aujourd'hui secrétaire général des Nations unies, António Guterres, « *le XXI^e siècle sera celui des peuples en mouvement*¹ ». Si les hommes se déplacent depuis des millénaires, le phénomène s'est accentué avec le temps sous l'effet de la croissance démographique, le creusement des inégalités, la globalisation, la fréquence des conflits ou encore les catastrophes naturelles.

Planète migrante, la Méditerranée au cœur du phénomène

La Méditerranée constitue un espace migratoire de premier plan depuis longtemps, mais les facteurs déclencheurs de la mobilité s'y sont progressivement diversifiés. Elle est à la fois région de départ, d'accueil et de transit pour les populations méditerranéennes et pour les populations des régions périphériques, comme l'Afrique subsaharienne. Majoritairement internes au pays, les migrations se font généralement depuis les zones rurales de l'intérieur vers les villes. Si les dynamiques migratoires en Méditerranée sont historiques et polymorphes, elles prennent une configuration géopolitique de plus en plus complexe dans le contexte actuel de la région. Quand bien même de nombreux individus de l'Europe du sud ont quitté leur pays ces dernières an-

nées avec la crise économique, il importe de souligner à quel point ces migrations internationales concernent surtout les pays des rives est et sud de la Méditerranée. Ces pays sont devenus des zones de transit ou même d'installation, avec des arrivées massives au Proche-Orient et en Afrique du Nord de populations fuyant les guerres ou en quête de meilleures conditions de vie. Plusieurs millions d'individus ont été déplacés ou ont migré au cours des dernières années vers cette zone, provoquant des arrivées importantes de population dans les pays méditerranéens, qui simultanément connaissent de nombreuses difficultés économiques, ce qui rend encore plus complexe la mise en œuvre de moyens budgétaires et logistiques conséquents pour l'assistance à cet afflux de personnes et leur intégration au sein des sociétés.

Les causes profondes des migrations

La mondialisation des échanges, l'amplification des inégalités sociales et économiques entre les territoires d'un même pays et entre les nations elles-mêmes, la croissance démographique, le développement anarchique de certains territoires, les tensions inhérentes provoquées par la rareté de ressources vitales comme l'eau, la terre et l'alimentation ou encore l'accentuation des contraintes climatiques sont autant de facteurs qui concourent à accentuer le phénomène migratoire. Au niveau des zones rurales, ce sont tout particulièrement les questions liées au statut et à la condition des agriculteurs ou des pêcheurs (conditions de travail, emploi informel, faiblesse des revenus, précarité et

¹ Antonio Guterres (ancien haut-commissaire pour les réfugiés aux Nations unies), entretien dans *Le Monde* daté du 28-29 septembre 2008. www.lemonde.fr/planete/article/2008/09/27/ce-siecle-sera-celui-des-peuples-en-mouvement_1100313_3244.html

manque de visibilité sur le long terme, faible professionnalisation des acteurs, protection sociale insuffisante, etc.), qui sont à même de générer des flux migratoires.

Dans l'espace méditerranéen, la salinisation, l'érosion des sols, les pénuries en eau et la fréquence accrue de sécheresses constituent autant de risques dans la région amenés à s'amplifier au cours de ce siècle. Le secteur agricole est, par ailleurs, celui qui subit le plus les chocs liés aux changements climatiques. En cas d'épisodes climatiques extrêmes, la plus grande part des coûts est absorbée par l'agriculture. Les effets secondaires du changement climatique, notamment sur l'augmentation des crises sanitaires et sur la résurgence de ravageurs de culture, une fois encore obère considérablement le secteur agricole. Lorsque des populations rurales ont pour principal moyen de subsistance l'agriculture et qu'elles ne peuvent plus mener leurs activités suite à ce type de catastrophes, elles sont obligées de migrer vers les villes ou vers d'autres pays. Les insécurités hydriques, foncières, climatiques et alimentaires catalysent ces migrations de détresse, des zones rurales vers les villes ou vers l'étranger. Depuis quelques années, le modèle classique méditerranéen des migrations vers l'Europe est soumis à de profonds changements : on observe le développement de nouvelles formes de migrations, telles les migrations environnementales et climatiques ainsi qu'une croissance exponentielle du nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés, en réponse aux crises sociopolitiques qui secouent la région depuis 2011. Les migrations environnementales sont un phénomène qui touchent les pays les plus pauvres de la Méditerranée et les populations les plus marginalisées des territoires ruraux, qui sont à la fois les plus exposées au changement climatique et en même temps les moins armées pour y faire face.

Valoriser les solutions des mondes ruraux : l'agriculture comme outil de résilience

Face à ces défis multiples et interdépendants, l'agriculture semble pouvoir offrir des clefs de compréhension mais aussi d'action. Il importe de s'interroger sur le rôle de l'agriculture et du développement rural pour prévenir l'exode vers les villes, mais aussi

pour répondre à certains défis posés par ces migrations. Plus globalement, ces réflexions s'intègrent dans une démarche visant à reclasser stratégiquement les territoires ruraux et l'agriculture comme déterminants majeurs pour la stabilité des pays de la région.

Les effets secondaires du changement climatique, notamment sur l'augmentation des crises sanitaires et sur la résurgence de ravageurs de culture, une fois encore obère considérablement le secteur agricole

Une modification profonde des pratiques agricoles s'impose si l'on veut tout à la fois améliorer la productivité agricole, proposer une production alimentaire plus durable et prévenir la migration vers les villes. Cela signifie donc ne pas oublier les fondamentaux sous-tendant un meilleur développement agricole et rural : l'amélioration des conditions de vie et de la logistique dans les territoires ruraux, la bonne gestion des ressources naturelles, l'adaptation aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, et la résilience des communautés agricoles et de la pêche face aux crises (de marché, de prix, sanitaires, dues à des catastrophes naturelles ou à des conflits, etc.). À cet égard, il est constaté en Méditerranée à quel point l'agriculture et les territoires ruraux restent des sources de résilience pour de nombreuses familles face aux chocs économiques. Le développement d'une agriculture triplement performante, sur le plan économique, écologique et social, constitue en ce sens un projet mobilisateur pour les pays de la région méditerranéenne, capable de fédérer à la fois des savoirs traditionnels humains, de l'innovation et des spécificités locales très diversifiées qui font la richesse de la Méditerranée.

L'agriculture peut être un outil pour prévenir les risques et gérer les tensions liées aux migrations. Le développement de politiques agricoles adaptées peut être perçu comme un moyen de créer du bien-

être rural. La FAO estime que l'investissement dans le secteur agricole est onze fois plus efficace pour réduire la pauvreté que dans tout autre secteur. L'agriculture doit donc être considérée comme un levier de développement économique et social pour les zones rurales et ainsi diminuer le nombre de personnes souhaitant quitter les campagnes ou leur pays par manque de perspectives attrayantes. Loin d'être une solution miracle, l'agriculture dispose toutefois d'un potentiel immense comme outil de développement, de résilience et de paix.

L'apport des diasporas : les bénéfices partagés

Les migrations peuvent induire des bénéfices partagés, à la fois pour la société d'accueil et celle d'origine. Ces bénéfices ne sont pas uniquement économiques : ils peuvent être politiques, sociaux ou culturels... À travers l'Histoire, le métissage a participé à consolider des constructions d'État. Plusieurs nations ont fait de cette diversité et du *melting pot* leur principale force, entretenant leur capacité à stimuler l'innovation et l'ouverture. Les diasporas dans le monde jouent un rôle essentiel sur ces différents niveaux de bénéfices partagés, à la fois dans le temps et dans l'espace. La Méditerranée, au carrefour de trois continents, est un espace de migrations permanentes et multidirectionnelles qui offre un exemple de ces bénéfices partagés. Aussi loin que l'on remonte dans le temps, les populations méditerranéennes ont été en mouvement. Cela constitue même l'un des traits caractéristiques de cet espace que d'être animé depuis des siècles par des flux d'échanges humains, économiques et culturels. Ces brassages incessants se sont progressivement sédimentés pour composer une mosaïque sociale où les identités s'entremêlent et le cosmopolitisme se densifie.

Dans cette région méditerranéenne, l'agriculture en particulier entretient des liens multiples et anciens avec les mouvements de populations. Il est intéressant de noter que l'agriculture a représenté dans l'histoire un point de fixation géographique pour les populations en mouvement. C'est avec l'agriculture que des populations mobiles se sédentarisèrent avec le temps : quand les premières domestications végétales et animales commencèrent il y a plusieurs

millénaires, à l'instar du blé dans le Croissant fertile à l'est du bassin méditerranéen, les hommes se fixèrent peu à peu dans la région, abandonnant leur mode de vie nomade. L'agriculture en Méditerranée met aussi en lumière les bénéfices partagés qu'apportent les flux de populations successives. L'existence de cuisines riches de leur diversité (mais où de nombreux traits gastronomiques et culturels sont communs), favorisant l'émergence de la diète méditerranéenne, mode de vie et de consommation durable qui traverse les époques et se joue des frontières, en est une illustration.

L'agriculture doit être considérée comme un levier de développement économique et social pour les zones rurales et ainsi diminuer le nombre de personnes souhaitant quitter les campagnes ou leur pays par manque de perspectives attrayantes

Les migrants originaires des zones rurales représentent un segment de compétences agricoles à entretenir, notamment dans les processus futurs d'intégration dans leur pays d'accueil. Dans de nombreux pays de l'UE et du bassin méditerranéen, ce sont précisément des migrants qui viennent vitaliser les zones rurales ou de montagne, renforcer la main d'œuvre en agriculture et combler les besoins d'ouvriers agricoles qualifiés. Ainsi, au-delà d'œuvrer pour une amélioration des conditions de travail des ouvriers agricoles migrants, il conviendrait de valoriser les avantages que peuvent procurer des migrations agricoles saisonnières quand celles-ci sont bien organisées. De même, il serait opportun de travailler à la mise en place de parcours d'éducation et de formation, notamment agricoles, lorsque les migrants arrivent dans les pays d'accueil. La question de l'éducation et de la formation pour ces populations est un enjeu majeur, en particulier pour les populations déplacées de force. La formation linguistique doit être complétée par des formations techniques adaptées aux connaissances de ces populations et aux opportunités

d'emploi que les pays d'accueil sont susceptibles d'offrir, notamment dans les zones rurales.

Par ailleurs, dans les zones rurales d'origine des migrants on observe un afflux d'investissement et un transfert de savoir-faire jouant un rôle fondamental dans le développement rural des pays d'origines des migrants. Selon la FAO, 40 % des transferts d'argent internationaux sont destinés aux zones rurales et les envois internationaux de fonds seraient trois fois plus élevés que l'aide publique au développement. Ce réinvestissement est un réel atout et une opportunité pour réduire la pauvreté rurale et pour mettre en place un modèle de développement plus inclusif.

Le développement inclusif pour agir sur les causes des migrations de détresse

Les pays méditerranéens ont des atouts humains, économiques et agricoles solides. Malgré les inégalités existantes, une série d'indicateurs économiques, sociaux et démographiques démontrent une amélioration générale du niveau de vie, mais dans un contexte de fortes disparités entre les pays et à l'intérieur des pays. Dès lors, les pays méditerranéens partagent un problème commun : la migration des jeunes. Ceci est un vrai gaspillage des ressources humaines de toute la région. Le développement inclusif assurant la cohésion sociale et territoriale est une priorité absolue pour les États méditerranéens. Le monde agricole et le monde rural doivent donc être valorisés comme des secteurs stratégiques pour la croissance économique et la stabilité politique. En plus de fournir l'alimentation, le secteur agricole est également un fournisseur d'emplois et de stabilité dans des zones rurales fragiles où des politiques plus inclusives, à la fois sociales et économiques doivent être mises en œuvre.

Le potentiel souvent inexploité des jeunes, leur employabilité et leur participation active dans la vie des territoires ruraux représentent un axe majeur de réflexions et d'actions à mener pour prévenir l'exode rural, car ils en sont une composante vitale et difficilement remplaçable. Le sujet est donc d'offrir à ces jeunes des conditions de vie décentes en milieu rural. Le vieillissement démographique en milieu rural et dans le secteur agricole ne sera pas sans poser quelques difficultés si la tendance se poursuit. Il

faut donc travailler à la création d'emplois décents et viables mais aussi attractifs et innovants, en dynamisant par exemple l'entrepreneuriat ou l'économie sociale en zone rurale. Il convient de rendre plus attractifs les territoires ruraux d'un point de vue culturel pour ces jeunes populations en quête d'un mode de vie plus urbain. Il faut aussi penser des modèles de développement inclusifs pour que toutes les communautés soient associées aux politiques locales et à l'organisation de la vie sociale dans les territoires ruraux.

Le potentiel souvent inexploité des jeunes, leur employabilité et leur participation active dans la vie des territoires ruraux représentent un axe majeur de réflexions et d'actions à mener pour prévenir l'exode rural, car ils en sont une composante vitale et difficilement remplaçable

Les réponses techniques et économiques ne peuvent suffire à elles-seules. Elles doivent être complétées par du sens, un idéal à atteindre, et par des réponses politiques et un contrat social auquel les individus adhèrent. Des initiatives participatives fondées sur le dialogue et la co-construction peuvent contribuer à sortir les ruraux et les jeunes de la triple marginalisation spatiale, économique et sociale. Elles constituent des remparts aux courants idéologiques les plus radicaux qui se nourrissent des sentiments de frustration, d'injustice et de désespérance. C'est la prévention d'une fuite des forces vives du milieu rural et le renforcement d'un sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêt qui sont en jeu. Contrer la « fuite des cerveaux ruraux » et le « repli radical » passe par plus d'inclusion des zones intérieures et agricoles dans les dynamiques de développement et de croissance économique des pays et par des perspectives d'emplois valorisés, diversifiés et à fort impact social pour les jeunes de ces régions rurales.

L'indispensable dialogue Europe-Méditerranée-Afrique : destin lié

Un dialogue constructif entre l'Europe, les pays de la Méditerranée et l'Afrique est aujourd'hui un outil indispensable pour renforcer la sécurité alimentaire, favoriser un développement plus inclusif et prévenir les migrations de détresse.

C'est en ce sens que le CIHEAM a renforcé son partenariat avec les autorités européennes² qui ont pris conscience de l'importance des enjeux que représentent la sécurité alimentaire et le développement rural pour une plus grande stabilité dans la région. Les questions alimentaires et climatiques doivent figurer plus haut dans l'agenda euro-méditerranéen. Suite au retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, l'Europe a plus que jamais l'occasion de retrouver une dimension géopolitique sur les questions alimentaires et agricoles, notamment par le maintien de la PAC au cœur de sa mission. Le co-développement doit être une priorité et l'Europe peut agir concrètement pour réduire les incertitudes et contribuer aux équilibres alimentaires et au développement agricole de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Dans cet échange constructif, la Méditerranée est un acteur clé et un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique pour une plus grande intégration régionale.

La région méditerranéenne détient quelques-uns des records du monde en termes de conflits, de chômage, de dépendance alimentaire, d'épuisement de ressources naturelles et des impacts attendus des changements climatiques. Les migrations ont toujours joué un rôle fondamental dans les dynamiques de développement. Les enjeux qu'elles posent tendent à positionner le curseur de l'action politique et de la coopération sur les effets et les conséquences de ces dynamiques, occultant les politiques qui pourraient être mises en place pour les prévenir

ou mieux les encadrer. Il ne peut y avoir de paix sans sécurité alimentaire, il ne saurait y avoir de sécurité alimentaire sans production agricole et il ne peut y avoir d'agriculture sans dynamiques de développement en milieu rural. La sécurité alimentaire et l'agriculture sont étroitement liées à la paix et à la stabilité dans les territoires, et doivent être considérées comme des enjeux prioritaires pour prévenir les déplacements forcés et les migrations.

Bibliographie

- CIHEAM. *Déclaration de Tirana. Agriculture et développement rural : des solutions aux migrations de détresse*. En ligne. www.ministerial2016.ciheam.org/uploads/attachments/263/DeclarationdeTirana_CIHEAM_Migration_Detresse_22092016.pdf. Consulté le 27 avril 2017.
- CIHEAM, *Atlas Mediterra. Mediterranean Agriculture, Food, Fisheries and the Rural World*, CIHEAM/Les Presses de Sciences-Po, 2010.
- ESCWA / OIM, *Migration, Displacement and Development in a Changing Arab Region, 2015 Situation Report on International Migration*, 2015.
- FAO, *Climate Change and Food Security: risks and responses*, 2016. En ligne. www.fao.org/3/a-i5188e.pdf. Consulté le 26 avril 2017.
- FAO, *Migrations, agriculture et développement rural*, 2016. En ligne. <http://www.fao.org/3/a-i6064f.pdf>. Consulté le 4 mai 2017.
- OIM, *The Middle East and North Africa. Annual Report 2014*, 2015.
- REQUIER-DESJARDINS, Mélanie & al, « Une lecture de la crise migratoire en Méditerranée: l'agriculture et le développement rural comme source de résilience », in *CIHEAM Watch Letter n° 36*, avril 2016.

² Rencontre informelle des ministres de l'Agriculture, Malte, 23 mai 2017 www.ciheam.org/en/news_and_events/news/one?event=informal-meeting-of-agriculture-ministers&id=84 et discours de la rencontre EuroMed du commissaire Phil Hogan. « Enhancing International Cooperation in Agriculture in the Mediterranean region » www.ciheam.org/en/news_and_events/news/one?event=euromed-meeting-speech-by-commissioner-phil-hogan&id=73